



RUSSIE :

UNE OPPOSITION

SOUS INFLUENCE



école de guerre économique



groupe eslsca

En couverture : photographies des manifestation ayant suivi les élection législatives de décembre 2011 (en bas) et l'élection présidentielle de mars 2012 (en haut).

Les drapeaux de l'URSS côtoient ceux des libéraux de *Yabloko*, du mouvement *Oboron* (copié sur celui des dissidents serbes d'*Otpor*), des marxistes du *Levy Front*, des LGTB (Lesbiens, Gays, Trans, Bi) et les drapeaux de la Russie impériale symbole de ralliement des nationalistes.

Russie : une opposition sous influence

Au terme de l'élection présidentielle russe du 4 mars 2012, Vladimir Poutine a été élu dès le premier tour avec 63% des suffrages exprimés, devançant le premier de ses quatre concurrents, Guennadi Ziouganov (Parti Communiste) de 46 points.

L'édition 2012 du suffrage suprême de la Fédération de Russie a connu un fort retentissement dans les médias du monde entier, du fait du renouveau entamée par le pays et, aussi, de manifestations inédites en Russie dénonçant l'honnêteté du parti au pouvoir, celui du candidat Poutine. Le fait que ce dernier ait déjà effectué deux mandats présidentiels dans le passé ajoutant à la lassitude des opposants russes et de leurs soutiens à l'extérieur.

Le mouvement de contestation à l'œuvre était né à l'issue des élections législatives à la Douma de décembre 2011. Porté par des ONG, les leaders des partis d'opposition et des figures de la société civile, il contestait les conditions d'organisations du scrutin jugées opaques et malhonnêtes, à l'avantage du parti Russie Unie. Le relatif affaiblissement de la majorité (49% contre 64% en 2007) était le signal déclencheur pour ses opposants.

Durant les trois mois séparant les deux votes, l'on a vu se greffer à la légitime aspiration de certains citoyens russes à une autre société, à une autre classe politique, les voix d'ONG et d'officiels américains leur apportant leur soutien et dénonçant la répression menée à leur encontre. Les médias américains et européens se sont dans le même temps intéressés à ce mouvement et cette répression avec beaucoup d'intérêt.

La « Marche des millions » du 5 mai 2012 à Moscou, qui devait marquer la poursuite de la critique du pouvoir après les élections n'a réuni que 20000 personnes selon les organisateurs et 8000 pour la police. En février, 120000 personnes défilaient dans la capitale russe d'après l'opposition (14000 pour la police). Cet échec, symbolique de l'essoufflement du mouvement, a révélé ses failles et ses lacunes, que la surexposition médiatique avait mises au second plan.

La présente étude a pour objectif de mettre en lumière des éléments ayant jusqu'ici été minorés ou seulement effleurés.

La première partie retrace l'évolution du rapport de Washington à Moscou depuis la fin de l'URSS en vue d'expliquer l'instrumentalisation systématique des groupes contestataires dans le voisinage de la Russie, et plus récemment sur son propre territoire.

Puis, dans une seconde partie, la focale est portée sur les personnalités et groupes d'opposition russes, analysant avec précision leurs origines et leurs soutiens. De ce tableau ressort la grande désunion de l'opposition russe.

Une troisième partie interroge le traitement journalistique des élections russes, se démarquant par l'hémiplegie de la couverture médiatique et une absence de profondeur que les auteurs espèrent voir corrigée à l'avenir.

I. MANŒUVRES AMÉRICAINES CONTRE LA RUSSIE

Z. Brzezinski, théoricien du rapport de Washington à Moscou

Pour comprendre la posture des États-Unis vis-à-vis de la Russie, *Le Grand échiquier*, de Zbigniew Brzezinski¹, est d'une grande aide. En 1997, son auteur plaide pour l'établissement de l'hégémonie américaine sur le monde, seule à même d'assurer sa stabilité. Dans cette optique, aucune puissance ne doit pouvoir venir contester cette dernière. Au sortir de la Guerre froide, la menace russe est affaiblie, mais pas éteinte et il résume dans ce livre ce qu'a été la position des États-Unis et ce qu'elle devra être afin d'éviter le renouveau d'une Russie antagoniste, puissante, impérialiste et concurrente.

L'essentiel consistera d'une part à poursuivre l'effort américain déjà placé dans la modernisation de la Russie, en y favorisant la démocratie, la décentralisation (devant aboutir dans l'idéal à une partition en trois entités fédérales) et l'économie de marché. D'autre part, à « renforcer le pluralisme géopolitique » prévalant dans l'espace postsoviétique par un soutien économique et politique aux nouveaux États indépendants. Dans ce qu'il appelle les Balkans eurasiatiques², ainsi qu'en Ukraine, considérée comme un pivot géopolitique majeur, les États-Unis doivent refouler l'influence de la Russie s'ils veulent avoir la paix. Dans cet ouvrage est déjà envisagée l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

En somme, la manœuvre sera réussie s'ils parviennent à rallier la Russie à leur modèle socio-économique tout en parvenant à l'encercler géopolitiquement, coupant l'herbe sous le pied à toute velléité néoimpériale.

Les écrits de Zbigniew Brzezinski ne sont pas anecdotiques. Ayant été conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter (puis de la campagne de George H. Bush), actuel soutien de Barack Obama, il fait partie des artisans de la politique étrangère américaine et a toujours joui d'une aura importante auprès de ses décideurs jusqu'à maintenant. S'il est ardu de mesurer le poids effectif de ses théories sur les décisions de politique étrangère américaine depuis la chute du mur de Berlin, force est de constater qu'elles s'y reflètent largement.

L'échec de la satellisation volontaire

¹ BRZEZINSKI Zbigniew, *The Grand Chessboard, American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, 1997.

² Composés des pays de l'Asie centrale et du Caucase, ainsi nommés en raison de l'enchevêtrement de minorités et des rivalités de puissances qui s'y jouent.

Dès l'émergence d'idées réformistes derrière la figure de Mikhaïl Gorbatchev, les États-Unis se sont enthousiasmés, lui apportant un soutien sans précédent, renouvelé à Boris Eltsine une fois l'URSS disparue. La mort du régime a permis l'accélération du processus, Washington trouvant des relais fidèles au sein de l'équipe Eltsine : Andreï Kozyrev (ministre des Affaires étrangères), Anatoli Tchoubaïs (ministre chargé des privatisations) et Iegor Gaïdar (ministre de l'Économie et des Finances, puis premier ministre). À l'époque, le Harvard Institute for International Development fut sollicité par le gouvernement, à travers l'USAID³ (*United States Agency for International Development*), pour dépêcher des économistes auprès des dirigeants russes afin d'accompagner l'effort de conversion au libéralisme politique et à l'économie de marché. On comptait parmi eux Jeffrey Sachs, conseiller de Gaïdar et artisan de la « thérapie de choc », ainsi qu'Andreï Schleifer, conseiller de Tchoubaïs et auteur du programme de privatisations. Le projet d'Harvard était placé sous la surveillance du juriste Jonathan Hay, qui en profita, comme Schleifer, pour réaliser des investissements en Russie, occasionnant de multiples conflits d'intérêts. Ces protagonistes firent l'objet d'un procès au terme duquel fut établie leur culpabilité dans l'abus de leur position et des fonds de l'USAID à leur profit personnel. Ce qui contribuait à véhiculer une mauvaise image auprès des Russes selon le jugement.

La décennie Eltsine fut une catastrophe pour le pays et un échec pour les États-Unis : libération des prix, convertibilité du rouble et vagues de privatisations, qui constituaient les piliers de la « thérapie de choc », n'eurent pas les effets escomptés. En fait de décentralisation, le pouvoir d'Eltsine était centralisé au sein d'un formidable embrouillamini institutionnel. Les mafias et la corruption prospérèrent sur fond d'une hausse de la criminalité. Des monopoles se constituèrent entre les mains de quelques hommes : les oligarques. Et à partir de 1994, les tensions qui couvaient en Tchétchénie éclatèrent, menant à une guerre. Tout cela entraîna un essor du néocommunisme, à rebours des intérêts américains.

Sur le front de la réforme démocratique, la Russie postsoviétique a fait des avancées notables par rapport à l'URSS, mais elle ne se caractérise pas par un triomphe de la liberté politique. En fait, dès septembre 1993 les promesses démocratiques sont fortement égratignées quand Eltsine envoie l'armée contre le Parlement après le rejet par celui-ci d'un projet de réforme constitutionnelle. Par la suite, fraudes électorales et utilisations des télévisions à des fins de propagande n'améliorent pas la situation. Ceci n'empêche pas les États-Unis de renouveler leur soutien au gouvernement. Faute de mieux ?

Mais au plan international, les avancées sont plus concrètes et profitent aux Américains. La Russie adhère au FMI et à la banque mondiale en 1992, avant d'entrer dans le G7 en 1998. Le 3 janvier, elle signe le traité START II de

³ Héritière du plan Marshall, créée en 1961 par le président John F. Kennedy, l'Agence des États-Unis pour le développement international a pour vocation d'aider des pays étrangers « se relevant de catastrophe, essayant d'échapper à la pauvreté et s'engageant dans des réformes démocratiques » (www.usaid.gov).

limitation des armements et le 27 mai 1997, l'acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre l'OTAN et la Russie.

Même si la crise de 1998 a raison d'Eltsine et des espoirs qu'il a fini de porter, et même s'il existe bien sûr des motifs de divergence (démembrement de la Yougoslavie, Irak, élargissement de l'OTAN en Europe centrale, etc.), les États-Unis ne peuvent être inquiétés par la Russie à l'aube des années 2000. Puissance totalement exsangue, dans une situation économique plus grave que sous l'URSS, et plus assez puissante diplomatiquement pour imposer ses vues, la Russie est symboliquement impuissante au moment où l'OTAN bombarde son allié serbe en mars 1999.

Les États-Unis, un partenaire ambigu

En 2000, les gouvernements russe et américain sont renouvelés, amenant à leurs têtes Vladimir Poutine et George W. Bush. Ce changement participe au réchauffement des relations entre les États, effaçant la brouille de 1999. Malgré un désaccord persistant sur la défense antimissile et l'OTAN, les deux hommes témoignent de leur confiance mutuelle au cours d'une rencontre en Slovénie, le 16 juin 2001. Au-delà de cet échange d'amabilité, le rapprochement va être consacré par le grand imprévu du 11 septembre 2001, dont il découle comme beaucoup d'autres évolutions de la politique américaine.

Du côté russe, le Kremlin avait placé au sommet de son agenda la résolution du problème terroriste sévissant à partir du Caucase et Poutine est le premier homme d'État à apporter son soutien et proposer son aide aux Américains le jour de l'effondrement des tours jumelles. Le 24 septembre, il déclare que les événements de Tchétchénie « ne peuvent être considérés en dehors de la lutte contre le terrorisme international ». En échange de ce soutien, Washington cesse officiellement de soutenir les rebelles du Caucase nord et inscrit leur leader sur la liste des terroristes internationaux. Plus tard, en 2002, des militaires américains seront envoyés à la frontière russo-géorgienne pour sécuriser les zones à partir desquelles les terroristes opèrent.

Le contexte particulier de l'après 11 septembre permet aux États-Unis de se retirer du traité ABM pour développer leur propre système de défense antimissile sans susciter trop de contestation du côté russe. Ils obtiennent la signature du traité de Moscou (ou SORT), version évoluée de START III. Ce traité est le point de départ de ce qu'on a appelé la « nouvelle coopération stratégique ». La relation russo-américaine passe alors largement par la relation interpersonnelle entre Bush et Poutine, amenant la création du conseil OTAN-Russie le 24 mai 2002 visant à traiter de questions relatives à la sécurité et à développer des projets communs. Dans la même veine, la Russie permet aux États-Unis d'installer des bases au Kirghizistan et en Ouzbékistan pour ses opérations en Afghanistan.

Cette coopération ne doit pas occulter le fait que la Russie nourrit un ressentiment à l'égard des États-Unis sur l'OTAN et à la suite du retrait du traité ABM. Néanmoins la coopération est bien là, dans laquelle les deux parties trouvent leur compte, avec un profit plus élevé du côté américain.

Malgré le rapprochement des deux États, la bannière étoilée s'est échinée à déstabiliser le voisinage immédiat de la Russie, tentant de faire émerger des élites dirigeantes favorables au camp occidental.

En parallèle de leur tentative d'arrimage de la Russie au wagon occidental, les États-Unis ont mis en œuvre une stratégie d'influence dans le voisinage de la Russie, en vue de réaliser l'objectif de pluralité géopolitique régionale. Dans les années 1990, elle passe par des investissements dans la formation des futures élites et dans un soutien ciblé à certaines factions de pays en guerre. Moscou n'étant pas prête à tirer un trait sur ses intérêts dans les régions autrefois soviétiques (elle a mis en place la CEI (Communauté des États Indépendants) en décembre 1991 pour assurer la transition), il en est résulté des luttes d'influence où les Américains assurèrent l'offensive, les Russes la défensive. Cette pression est également à l'œuvre dans les anciens satellites de l'URSS, avec l'élargissement de l'OTAN à la République tchèque, à la Hongrie et à la Pologne le 12 mars 1999. George Soros joue ici un rôle très important. Hongrois d'origine, il a fait fortune aux États-Unis dans la finance à partir de la fin des années 1950. Piqué de philanthropie, il utilise sa fortune pour contribuer aux développements de sociétés ouvertes et démocratiques à travers le monde. Avant même la chute de l'URSS, il finançait et supportait des dissidents en Pologne (*Solidarnosc*), République tchèque (*Charter 77*) et en Russie (Andrei Sakharov), et implantait en 1984 son premier *Open Society Institute* à Budapest. À partir de 1991, il a continué à propager ses idées en Europe de l'Ouest et dans l'espace postsoviétique, notamment en Géorgie, à travers le financement et le développement de la presse, des droits de l'homme, des arts, de la culture, d'Internet, etc.

La lutte d'influence est forte, mais il n'y a guère que l'Ouzbékistan qui a ostensiblement pris parti pour les États-Unis. Ailleurs, les pays sont sur la corde et, dans un environnement géopolitique très instable, leur positionnement dépend de l'habileté des deux camps à les influencer.

L'administration Clinton a suivi une politique russe inspirée par Strobe Talbott, alors ambassadeur extraordinaire et conseiller spécial sur les nouveaux États indépendants auprès du secrétaire d'État. Aujourd'hui président de la Brookings, celui-ci a suscité deux types de critique. D'un côté, l'une portant sur une trop grande rigidité à l'égard de Moscou : Washington aurait du temporiser dans l'élargissement de l'OTAN puisque cela revenait à offenser les Russes. Et il aurait fallu développer une aide accrue à la Russie (Michael Mandelbaum et George Kennan étant à ranger dans ce camp). De l'autre, l'administration aurait fait preuve de trop de clémence, voire de cécité envers la Russie et ses dirigeants, avis véhiculé notamment par Condoleeza Rice.

On retrouve Condoleeza Rice et les comptenteurs du talbotisme au pouvoir à compter de l'élection de George W. Bush en 2000. Même si les relations russo-américaines vont paradoxalement atteindre leur meilleur sous cette administration, les deux mandats de Bush vont être marqués par

l'approfondissement de la stratégie de refoulement de la Russie dans son étranger proche.

Les révolutions colorées : instruments et méthodes de l'influence américaine

Les révolutions colorées sont l'instrument de cette stratégie. Elles consistent en des mouvements populaires ayant pour points communs : d'intervenir dans le contexte d'élections dont les résultats sont dénoncés comme frauduleux par des observateurs indépendants (ONG) ; d'être menés par des groupes financés et formés par les Américains ; de reprendre les techniques théorisés par Gene Sharp⁴ ; d'être formés par des activistes ayant déjà mené ce genre d'opérations ; d'être relayés par des « nouveaux médias » ; de recevoir l'appui des ambassadeurs américains sur place⁵.

Les méthodes des révolutions colorées, à commencer par le recours à une couleur symbolisant la protestation, ont été théorisées par le Machiavel de la guerre non violente, Gene Sharp. Le professeur de science politique de l'université du Massachusetts inspirera les groupes à la base des révolutions colorées à venir, jusqu'aux révoltes arabes. Son manuel *De la dictature à la démocratie*⁶ a influencé le mouvement *Otpor*, ayant participé à l'éviction de Milosevic. Les Serbes ayant même été formés par l'*Institut Albert Einstein*, créé par Sharp en 1983. Son président de l'époque, le colonel Robert Helvey, se rendit ainsi en 2000 à Budapest, ville d'exil de l'ambassade américaine en Serbie, où il anima des ateliers auprès des opposants serbes. Ces ateliers étaient financés par l'IRI⁷ (*International Republican Institute*), à travers le *National Endowment for Democracy* (NED).

La NED joue un rôle clé dans chacune des révolutions colorées, comme elle avait joué un rôle dans le soutien au mouvement polonais *Solidarnosc*. L'organisation a été lancée en 1983, pour donner suite à la volonté affichée par Reagan de créer un instrument capable de renforcer la démocratie dans le monde. Mandatée par l'USAID, l'*American Political Foundation* mena alors le *Democracy Program*, recommandant la création d'une organisation bipartisane, privée et à but non lucratif pour propager la démocratie. C'est le rôle que jouera la NED.

⁴ SHARP Gene, *The Politics of non-violent action*, Boston, Extended horizons books, 1980.

⁵ Les nominations des ambassadeurs sont d'ailleurs intrigantes. Ainsi, Richard Miles, ambassadeur américain en Géorgie au moment de la révolution des roses était ambassadeur en Serbie au moment de la destitution de Slobodan Milosevic. Il conseillait directement M. Saakachvili.

⁶ SHARP Gene, *From Dictatorship to Democracy, A Conceptual Framework for Liberation*, The Albert Einstein Institution, 1993.

⁷ Fondé en 1983 par Ronald Reagan, l'IRI a pour objectif de « faire avancer la démocratie dans le monde ». Vaste programme pour lequel il reçoit des fonds du département d'Etat, de l'USAID et de la NED, moins d'un pourcent de ses fonds provenant de donations privée. Quoique les Républicains y soient fortement représentés, avec l'ancien candidat républicain John McCain à sa présidence, l'IRI se présente comme indépendant.

Bien qu'elle soit une ONG, son financement est voté par le Congrès et il figure dans le budget du département d'État⁸. Pour appuyer son action à l'étranger, elle s'appuie sur quatre organisations créées en même temps qu'elle et auxquelles elle adresse la moitié de son budget : l'IRI (*International Republican Institute*), le NDI (*National Democratic Institute*), le CIPE (*Center for International Private Enterprise*), rejoints en 1997 par le *Solidarity Center* (syndicats). L'autre moitié du budget de la NED sert à financer des ONG étrangères.

On retrouvera donc la patte de la NED, en direct ou via ses affiliations, dans chacune des révolutions de couleurs, tantôt pour des activités de conseils et de formation à l'opposition, tantôt dans le financement d'ONG locales, tantôt dans l'organisation d'observations des scrutins.

Aux côtés de la NED agit une nébuleuse d'organisations américaines aux intentions similaires, à savoir « l'émergence d'une société civile et la promotion de la démocratie ».

Le *Projet pour les démocraties en transition* a été mis en place par la Maison Blanche en 2002, et Bruce P. Jackson placé à sa tête. Il vise à « accélérer la mise en œuvre des réformes dans les démocraties postsoviétiques et à avancer la date de leur intégration dans les institutions euroatlantiques »⁹. Collaborant avec la CIA et les ambassades des pays visés par les révolutions de couleur, l'association est alimentée par l'USAID et des sources non gouvernementales telles que la *Fondation Soros* et la *Freedom House*.

La *Freedom House*, datant de 1941, supporte pour sa part la transition démocratique, recherche la liberté et promeut la démocratie et les droits de l'homme partout dans le monde. Elle supporte des initiatives civiques non violentes dans des sociétés où la liberté est bafouée ou menacée et elle se dresse face aux idées et aux forces qui remettent en cause le droit des peuples à la liberté. L'organisation a joué un rôle en Serbie, en Ukraine¹⁰, au Kirghizistan et plus récemment en Égypte et en Tunisie. Son financement est très largement fédéral et elle édite chaque année une carte des libertés pour le moins orientée et simpliste¹¹.

Ajoutons-y l'*International Foundation for Elections Systems* (1987), le *Caucasus Institute for Peace Democracy & Development* (sponsorisé par l'USAID, l'*Open Society* et la NED), l'*US Institute for Peace*, la *Fondation Carnegie* pour la paix internationale ou la *Rand Corporation* et autres *think tanks* disposant de

⁸ Executive Budget Summary, Fiscal Year 2013, US Department of State.

⁹ Page d'accueil du site du *Projet pour les démocraties en transitions*, aujourd'hui désactivé :

Version 2003 consultable ici :

http://web.archive.org/web/20030802104806/http://www.projecttransitionaldemocracy.org/PTD_Index.htm

¹⁰ Les militants serbes d'Otpor se sont vu financés par *Freedom House* pour aller former les opposants ukrainiens (cf. Ian Traynor, « US Campaign behind the turmoil in Kiev », *The Guardian*, 26 nov. 2004.)

¹¹ Report 2010, *Freedom House*.

représentations dans l'espace postsoviétique et l'on obtient un formidable attirail de promotion de la démocratie.

Le *reset*, un nouveau départ de courte durée

Face à cette action d'influence à grande échelle, la Russie n'est évidemment pas restée dupe, ni spectatrice passive. Les révolutions colorées de Géorgie, d'Ukraine et du Kirghizistan ont été des signaux d'alarme pour les dirigeants de la fédération. Le 23 décembre 2005, la Russie a logiquement renforcé le contrôle administratif sur les ONG locales et étrangères.

En retour, Moscou a fait sentir aux gouvernements mis en place avec l'aide des Américains qu'elle ne se laisserait pas pour autant avoir. Fin 2005, alors que le gouvernement ukrainien pro-occidental entendait revoir à la baisse le prix des livraisons du gaz russe, le pays fut privé d'alimentation jusqu'à l'abandon de ses revendications en janvier 2006.

En Géorgie, Moscou a favorisé les provinces sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.

En juillet 2005, les républiques d'Asie centrale soutenues par Poutine demandèrent la fermeture des bases américaines sur leurs sols, obligeant ensuite les Américains à augmenter le prix de leur location. Sauf en Ouzbékistan, dont le gouvernement qui avait été en proie à une révolution de couleur avortée deux mois auparavant ferma la base de Karchi Khanad utilisé pour les opérations en Afghanistan dès le 1^{er} août avant de signer un traité d'alliance militaire avec la Russie en 2005.

L'affrontement culminera à l'été 2008 au cours de la guerre éclair russo-géorgienne. Galvanisée par le soutien de l'OTAN, dont le sommet du 3 avril 2008 aurait dû voir le dépôt de candidature officielle de la Géorgie et de l'Ukraine, la Géorgie envoie ses forces militaires en Ossétie du Sud et en Abkhazie, ouvrant le feu sur des troupes russes de l'OTSC. En représailles, la Russie enfonce l'armée géorgienne jusqu'à la signature d'un cessez-le-feu. À la résolution du conflit, les deux provinces se voient reconnaître leur indépendance par Moscou, désormais garante de celle-ci.

Après cet épisode, les arrivées au pouvoir de Barack Obama à Washington, et de Dmitri Medvedev à Moscou, vont assouplir des relations russo-américaines qui s'étaient tendues au maximum suite aux opérations d'influence dans le voisinage immédiat de la Russie et à des points de fixation tels que la négociation des traités de désarmement et la question du Kosovo. Le tout dans le contexte de la campagne présidentielle américaine, traditionnelle occasion d'un dérèglement des discours de politique étrangère¹².

¹² Le candidat républicain John McCain avait ainsi fait profession d'opposition à la Russie durant sa campagne, prônant son éviction du G8 et déclarant avoir vu trois lettres dans les yeux de Poutine : K. G. B.

La visite d'Obama à Moscou en juillet 2009 a amorcé un réchauffement. Le nouveau président y déclara que les deux pays n'étaient pas destinés à être ennemis et affirma sa volonté de repartir à zéro, d'opérer à un *reset*, une « remise à zéro », inaugurant une nouvelle phase de la coopération internationale. Dans la foulée, un nouveau traité de réduction des armements fut trouvé et l'approche pragmatique de l'administration américaine permit de coopérer sur des dossiers comme l'Iran, la Corée du Nord ou la lutte contre le terrorisme international.

L'ingérence dans les élections russes, une stratégie sans précédent

Les révolutions arabes ont fourni la matière à de nouvelles crispations entre les États-Unis et la Russie. La bannière étoilée s'est à nouveau immiscée dans des processus démocratiques, au risque de ternir à nouveau son image auprès de la Russie, de la Chine, et des autres « émergents », inquiétés par cette tendance à provoquer des changements. L'intervention de l'OTAN en Libye et sa manière n'a pas davantage suscité l'adhésion. Mais c'est surtout la campagne des Occidentaux contre le régime de Bachar el Assad, qui cristallise l'opposition entre les États-Unis et la Russie.

Est-ce ce contexte qui a poussé les Américains à passer à un stade inédit jusqu'alors, le soutien à une tentative de révolution de couleur en Russie même ?

Les élections législatives de décembre 2011 et celles présidentielles de mars 2012 ont été l'occasion de l'émergence d'un mouvement contestataire, inédit en Russie par son ampleur, calqué sur le modèle des révolutions de couleur, selon le triptyque : dénonciation du processus électoral — manifestations riches de contenu symbolique — financements et soutiens américains¹³.

Très ouvertement, les officiels américains ont remis en cause l'honnêteté des élections et les méthodes employées par Moscou pour mettre un terme aux agissements d'ONG soucieuses de vérifier la validité du scrutin, malgré la présence d'observateurs internationaux de l'OSCE. Le jour des élections, au cours d'une visite à Bruxelles, la secrétaire d'État Hillary Clinton exprimait sans ambages les graves inquiétudes de son pays quant aux événements entourant les élections législatives russes. Étaient visées des fraudes enregistrées par les militants de l'ONG *Golos* (« La Voix »), victime d'un piratage informatique la veille du scrutin et dont certains membres avaient été arrêtés le soir même au cours de manifestations non autorisées. Les éléments de discours de Clinton étaient ce jour-là caractéristiques de l'orientation prise par la diplomatie américaine depuis l'élection de Barack Obama : la défense de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes érigée en doctrine. La secrétaire d'État, en parlant de *Golos*, s'estime très fière « de ces citoyens russes ayant participé de manière constructive au processus électoral pour assurer qu'il soit fort, juste, libre et crédible ». Ajoutant que « le peuple russe, comme tous les peuples, mérite le droit de voir leurs voix et leurs votes pris en compte ».

¹³ Ces événements font l'objet d'un développement approfondi plus loin.

Entre ces élections législatives et les présidentielles, le nombre de personnes dans les rues de Moscou et de Saint-Pétersbourg ira croissant. En Europe et en Amérique du Nord, chaque jour apporte son lot d'images de manifestation présentées comme les signes flagrants de l'impopularité du pouvoir et de son champion, Vladimir Poutine. Parmi les figures de la contestation, le nom de *Golos* reviendra souvent dans les médias occidentaux, aux côtés d'Alexandre Navalny, de Boris Nemtsov, de Gary Kasparov ou de Mikhaïl Gorbatchev.

Golos, créée en 2002, reçoit des financements de fondations américaines déjà évoquées. La NED lui a ainsi attribué, en 2010, 65 000 dollars de financement en vue d'établir des analyses détaillées des élections d'automne 2010 et du printemps 2011 — et il y a fort à parier qu'une mise à jour du site de la NED nous informera que les dons ont été renouvelés pour les deux dernières élections. Depuis 2005, *Golos* est membre du *Réseau européen de surveillance des élections* (ENEMO) et depuis 2010 du *Réseau mondial d'observation des élections nationales* (GNDEM). S'y retrouvent chacune des ONG d'observation des élections impliquées dans les révolutions de couleurs et toutes subventionnées par des fonds américains. Le soutien américain à *Golos* ne date pas d'aujourd'hui, le NDI, par exemple, finançait déjà l'ONG en 2005¹⁴.

Du soutien au mouvement de contestation russe, les États-Unis ne s'en cachent pas, ou pas tout à fait. Interrogé par la radio *Voice of America* le 23 mars 2003, l'ambassadeur américain à Moscou, Michael McFaul, botte en touche. Selon lui, son pays « ne finance pas l'opposition russe » contrairement à des rumeurs de plus en plus insistantes, formalisées dans le reportage « Anatomie d'une contestation », diffusé le 15 mars sur la chaîne de télévision *NTV*. C'est-à-dire que « les États-Unis n'accordent de subsides à aucun parti, aucune organisation politique, ni l'organisation des manifestations ». Néanmoins, ils financent effectivement « des organisations indépendantes et non gouvernementales contribuant à construire une société civile en Russie ». Connaissant la proximité entre les partis d'opposition et les ONG, proximité idéologique, proximité physique (dans les manifestations) et proximité financière, on ne peut pas dire que la frontière soit bien épaisse, et pas davantage que le résultat soit très différent. Les révolutions de couleurs n'étaient-elles pas portées par des alliances de partis et d'ONG ? Et, on le verra, le traitement médiatique des élections en Occident ne fait que très rarement la distinction entre les partis politiques et les ONG.

Le mouvement de contestation qui naît en Russie en décembre 2011 et cours jusqu'à l'élection présidentielle de mars 2012, avant de s'évaporer, présente de multiples similitudes avec les « révolutions de couleurs », laissant envisager la tentative d'une répétition du scénario, en tout cas la volonté de déstabiliser une classe dirigeante jugée hostile à la diffusion du modèle américain de société et d'économie.

¹⁴ Annual Report 2005, National Democratic Institute.

II. ANATOMIE DE « L'OPPOSITION RUSSE »

Les médias occidentaux se sont longuement attardés sur les manifestations qui secouent Moscou (et dans une moindre part le reste de la Fédération de Russie) depuis les élections législatives controversées du 4 décembre 2011. Des figures pour la plupart encore inconnues en occident comme le « blogueur anti Poutine » Alexeï Navalny, l'« agitateur des réseaux sociaux » Ilya Yashine, l'« ancien proche de Eltsine » Boris Nemtsov, « le franc tireur » Édouard Limonov ou le « joueur d'échecs » Gary Kasparov¹⁵ sont apparues comme les leaders d'un mouvement de contestation citoyen spontané, présentés comme des résistants de la société civile agissant de manière indépendante et dépassant les clivages partisans.

Mais qui sont réellement ces nouvelles figures médiatiques qui prennent part activement aux manifestations ? Quels sont les liens qui rassemblent ces figures hétéroclites, nouveaux « héros » du mouvement démocratique russe ? Assisté-t-on à une réelle vague de contestation citoyenne, ou s'agit-il d'un mouvement organisé, voire planifié depuis l'étranger comme le suggère le président (ré-)élu Vladimir Poutine¹⁶ ?

Rappelons auparavant que la fameuse « *Karta Narushenii na Vyborakh* » (Carte des fraudes électorales) sensée démontrer l'étendue des fraudes des élections du 4 décembre 2011 est entièrement financée et mise en place par la filiale russe du magazine américain *Forbes*, ainsi que par l'ONG *Golos*, elle-même financée par l'ONG américaine *National Endowment for Democracy (NED)*¹⁷, ce qui constitue un bien étrange « projet citoyen ».

Les origines d'une contestation du système par l'étranger

Le parti Yabloko : Première pierre d'une opposition libérale

Depuis sa création en 1993, le parti libéral *Yabloko* est souvent présenté dans les médias occidentaux comme l'un voire le principal parti d'opposition au parti « *Edinaya Rossiya* » (Russie Unie) de Vladimir Poutine. Cependant, ses très maigres scores aux différentes élections nationales ne lui ont jamais permis d'apparaître crédible aux yeux des citoyens russes. Bien que Grigori Yavlinski, l'un de ses membres fondateurs ayant représenté le parti aux élections présidentielles de 1996 et 2000, ait pu apparaître comme le quatrième homme en

¹⁵ GIRARD Quentin, « Qui sont les figures de la contestation russe », *Libération*, 09 décembre 2011 <http://www.liberation.fr/monde/01012376664-qui-sont-les-figures-de-la-contestation-russe>

¹⁶ Déclaration de Vladimir POUTINE du 08 décembre 2011 http://www.dailymotion.com/video/xmucl4_russie-poutine-s-en-prend-aux-opposants-et-a-hillary-clinton_news (français) <http://www.youtube.com/watch?v=f2TiLSPfsWQ> (anglais) ou <http://french.irib.ir/analyses/articles/item/157517-russie-le-chaos-am%C3%A9ricain?tmpl=component&print=1> (texte français)

¹⁷ <http://www.kartanarusheniy.org/>

1996 avec un peu plus de 7 % des voix, puis comme troisième homme en 2000 avec moins de 6 %, son parti n'a eu de cesse de chuter aux différentes élections législatives auxquels il a participé. À sa création en 1993, le parti enregistrait plus de 7 % des voix et obtenait 27 sièges à la Douma. Aujourd'hui, il ne dépasse pas la barre des 5 % requis pour être représenté au parlement russe.

Formé par Grigori Yavlinski, Yuri Boldriev (qui quitta le parti à peine deux ans après sa création) et Vladimir Lukin (ancien ambassadeur de Russie aux États-Unis de 1992 à 1993), ce parti d'opposition libérale est toujours en activité aujourd'hui bien que ses sources de financements se soient taries notamment depuis les arrestations de MM. Khodorkovski et Gusinski, deux oligarques comptant parmi les plus fidèles donateurs du parti¹⁸. Deux oligarques dont les relations entretenues avec les États-Unis d'Amérique restent particulières et font déjà l'objet de nombreux livres, articles ou commentaires.

Le premier, ayant notamment résidé aux États-Unis durant plusieurs années, avait déclaré lors de son interpellation par la police espagnole en décembre 2000 être « un ami de Bill Clinton »¹⁹. Le second, ancien PDG du groupe pétrolier Yukos dont le rapprochement avec les États-Unis l'avait mené à proposer de ventes de pétrole à « prix d'ami » au gouvernement américain²⁰ ou encore à proposer la vente de 40 % des actions de Yukos à son concurrent Exxon-Mobil (dont les liens avec la famille Bush ne sont plus à prouver) en 2003²¹, possède d'autres liens troubles avec les structures américaines.

Le rôle clé de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski

En 2001, Mikhaïl Khodorkovski et d'autres actionnaires du groupe pétrolier Yukos ont créé l'*Open Russia Foundation*, dont le modèle s'inspire largement de la fameuse fondation américaine de Georges Soros. Son but était de développer la « philanthropie » des entreprises, de nourrir le développement de la société civile et d'encourager le développement de l'éducation. Derrière ces bonnes volontés, son Conseil d'Administration se composait notamment de personnalités comme Henry Kissinger (ancien secrétaire d'État américain), ou encore Lord Jacob Rothschild. Le lancement de cette fondation russe a eu lieu à la Librairie du Congrès Américain, et elle était notamment destinée à financer des écoles, instituts et d'autres organisations œuvrant à la promotion des valeurs

¹⁸ WHITE David, « The Russian Democratic Party Yabloko : Opposition in a Managed Democracy », *Ashgate*, 2006, p. 170.

¹⁹ Selon un article d'*El Pais*, repris sur le site d'information *News 24* : LANNIN Patrick et Hayley Julia, « Will Russia get Gusinski ? », 14 décembre 2000
<http://www.news24.com/xArchive/Archive/Will-Russia-get-Gusinsky-20001213#>

²⁰ «Yukos ready to sell oil to USA at \$19 per barrel», *Pipelines International*, 10 mars 2003
http://pipelinesinternational.com/news/yukos_ready_to_sell_oil_to_usa_at_19_per_barrel/009637/#

²¹ «ExxonMobil nears deal with Russians», *The Telegraph*, 03 octobre 2003
<http://www.telegraph.co.uk/finance/2864866/ExxonMobil-nears-deal-with-Russians.html>

occidentales selon un article du journal britannique « The Telegraph »²².

L'oligarque travaillait également comme conseiller sur le secteur énergétique auprès du Carlyle Group, société d'investissement américaine fondée en 1987 et comptant parmi ses prestigieux membres des personnalités comme Georges Soros, Georges W. Bush ou Franck Carlucci (ancien Directeur adjoint de la CIA et ancien secrétaire à la Défense américain)²³. Son implication dans le financement du parti *Yabloko* était telle, que Grigori Yavlinski déclara en novembre 2003 : « Avec l'arrestation de Khodorkovski, le soutien financier de *Yabloko* s'est arrêté »²⁴. Cette déclaration souligne à quel point le parti *Yabloko* a été dépendant des seuls financements des oligarques, ceux-ci étant bien plus proches des centres d'intérêts et de réflexions américains que des Russes.

Les interconnexions entre les financiers russes et des groupes de lobbying américains tiennent au simple fait que la loi russe interdisant le financement de partis politiques par de l'argent étranger, il est nécessaire de trouver des relais légaux sur place afin d'acheminer ces financements. Cependant, contournant cette règle, le *National Democratic Institute* américain a notamment été en mesure de financer et organiser des séminaires de *Yabloko*²⁵ sur des sujets comme la construction de partis régionaux.

Durant cette période, l'opposition politique en Russie fait face à une montée de la cote de popularité de Vladimir Poutine auprès des citoyens russes. Boosté par la reprise économique, le versement des salaires et la réaffirmation du rôle de l'État en Russie, la confiance que les Russes expriment envers leur président ne permet pas au parti d'opposition de s'affirmer durant les années 2000. C'est pourtant durant cette période qu'une nouvelle classe de futurs activistes politiques fréquente les bancs du parti *Yabloko*. Des noms désormais célèbres en occident comme Ilya Yachine²⁶ (Leader du mouvement des jeunes de *Yabloko* à l'échelle moscovite de 2001 à 2005, puis à l'échelle nationale de 2005 à 2008) et Alexeï Navalny²⁷ (Leader de la branche moscovite de *Yabloko* de 2004 à 2007).

²² APPLEBAUM Anne, « This man is now the people's billionaire », *The Telegraph*, 13 juin 2004
<http://www.telegraph.co.uk/comment/personal-view/3607189/This-man-is-now-the-peoples-billionaire.html>

²³ SCHNEIDER Greg, « Arrested russian businessman is Carlyle Group adviser », *The Washington Post*, 10 novembre 2003
<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A20638-2003Nov10?language=printer>

²⁴ « С арестом Ходорковского ЮКОС прекратил финансировать "Яблоко", но партия примет участие в президентских выборах », *Newsru*, 5 novembre 2003
<http://www.newsru.com/russia/05nov2003/grig.html>

²⁵ Ibid 18

²⁶ Илья Яшин исключен из партии «ЯБЛОКО», *Moskovskoe Yabloko*, 19 décembre 2008
<http://www.mosyabloko.ru/archives/1629>

²⁷ Alexeï Navalny profile, *The Moscow Time*,
http://www.themoscowtimes.com/mt_profile/alexei-navalny/433932.html

Les racines de la nouvelle opposition « hors système »

Le mouvement Komitet 2008

Le 16 septembre 2004, une déclaration est formulée par un comité venant tout juste de naître 8 mois auparavant : le « Comité 2008 pour le libre choix » (*Komitet 2008 : Svobodni Vybor*). Ce comité, qui s'est allié en août 2004 avec le Parti Communiste, *Yabloko* et Vladimir Ryzhkov afin de contester les résultats des élections législatives de 2003²⁸ reconnaît lui-même ne représenter qu'une pensée minoritaire au sein de la Fédération de Russie, et souhaite mettre en garde contre un « Coup d'État constitutionnel en Russie »²⁹. La déclaration est signée par son Président, Gary Kasparov, mais également par d'autres personnalités politiques se déclarant membres parmi lesquelles Vladimir Boukovski (ancien dissident soviétique, détenteur de la nationalité britannique et membre de *Yabloko*), Vladimir Ryzhkov (député alors indépendant, futur dirigeant du Parti Républicain – *Republikanskaya Partia Rossi*), Boris Nemtsov et Vladimir Kara-Murza (conseiller de Boris Nemtsov à la Douma de 2000 à 2003³⁰).

Gary Kasparov : Un homme au passé trouble

L'année suivante, en 2005, un nouveau parti émerge en Russie sous l'impulsion de Gary Kasparov, il s'agit du Front Civique Uni (*Obedineni Grajdanski Front*). Kasparov est un homme connu et respecté en occident comme en Russie à ce moment, non pas pour ses qualités d'homme politique, mais pour son passé de joueur d'échecs de renommée mondiale. Possédant la double nationalité russe et américaine, Gary Kasparov s'avère lui aussi bien plus impliqué dans la politique américaine que russe durant les années 1990 et 2000. De son vrai nom Gary Weinstein, Kasparov s'est illustré pour ses services rendus au peuple américain avant d'apparaître comme un acteur important de la vie politique russe. Bien qu'il ait été élu au *Komsomol* (organisation de la jeunesse communiste du parti communiste d'URSS) en 1987, il semble qu'il opérait plus pour les intérêts des citoyens américains que russes à en croire la distinction qu'il reçut du *National Security Advisory Council* du *Center for Security Policy*³¹. Ce

²⁸ « Liberals Want Duma Elections Annulled » Site de *Yabloko*, 31 août 2004
http://www.eng.yabloko.ru/Publ/2004/PAPERS/08/040831_mn.html

²⁹ Archive du site *Komitet 2008 : Svobodni Vybor*, 2004
<http://web.archive.org/web/20070427031706/http://www.komitet2008.ru/>

³⁰ Profil de Vladimir Kara-Murza, *LinkedIn*
<http://www.linkedin.com/pub/vladimir-kara-murza/4b/844/886>

³¹ La présence de Gary Kasparov au sein de ce *think tank* a été publiée sur le site web même du *Center for Security Studies* avant d'en être retiré en 2007.

Version 2006 du site consultable ici :

<http://web.archive.org/web/20070712085125/http://www.centerforsecuritypolicy.org/Home.aspx?CategoryID=47&SubCategoryID=50>

Version 2007 du site consultable ici :

<http://web.archive.org/web/20070712085125/http://www.centerforsecuritypolicy.org/Home.aspx?CategoryID=47&SubCategoryID=50>

think tank américain situé à quelques mètres de la Maison Blanche, se focalisant sur les questions sécuritaires et énergétiques, proche des milieux conservateurs accueille en son sein des hommes tels que James Woolsey, ancien directeur de la CIA, de l'ONG britannique *Henry Jackson Society*, et qui fut aussi chairman de l'ONG américaine *Freedom House*, ou Bruce Jackson, président du *Project on Transnational Democracies*, et ancien vice-président du *Project for the New American Century* ainsi que de *Lockheed Martin*. Ce *think tank* est actuellement dirigé par Franck Gaffney, ancien assistant au ministre de la Défense durant l'administration Reagan, et ancien conseiller du sénateur Henry Jackson (Créateur de la fondation *Henry Jackson Society*)³². En 1991, Kasparov reçoit de ce centre la distinction de *Keeper of the Flame* pour sa résistance face au communisme ainsi que son aide à la propagation de la démocratie³³. Gary Kasparov fréquente également l'*Hudson Institute*^{34 35}, un autre *think tank* américain, centré sur les problématiques de sécurité de prospérité et de liberté, financé par des individus, des entreprises, des fondations et des bourses gouvernementales³⁶. Décidément très habitué aux *think tanks* spécialisés sur les questions de sécurité, il a également participé à la conférence internationale de Prague organisée par *Democracy and Security* en 2007, un *think tank* tchèque où il a pu notamment aborder les questions de contestations et de changement de régime avec Lyudmila Alexeeva, Roberta Bonazzi, Bruce Jackson, Vaclav Havel, Reza Pahlavi, Richard Perle, Yulia Timochenko et bien d'autres³⁷.

Boris Nemtsov : les liaisons dangereuses

Boris Nemtsov fait également partie des personnalités présentées comme les leaders de la contestation anti-Poutine dans de nombreux médias. Homme politique russe ayant occupé les postes de ministre de l'Énergie et de vice-premier ministre chargé de l'économie durant la présidence de Boris Eltsine, il est également l'un des membres fondateurs et président du parti d'opposition SPS (*Soyouz Pravykh Sil* – Union des Forces de Droite) de sa création en 1999 jusqu'en 2004³⁸.

³² Site du *Center for Security Policy*

<http://www.centerforsecuritypolicy.org/staff.xml>

³³ « Gary Kasparov », Fiche du *Parlement Européen*

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/dv/afet24052007_cvkasparov_/afet24052007_cvkasparov_en.pdf

³⁴ REMNICK David, « The Tsar's Opponent », *The New Yorker*, 01 octobre 2007.

http://www.newyorker.com/reporting/2007/10/01/071001fa_fact_remnick?printable=true

³⁵ KHVOSTUNOVA Olga, « Gary Kasparov calls for the U.S. to halt dealing with Putin », *Institute of Modern Russia*, 07 novembre 2011

http://imrussia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=143%3Aagarry-kasparov-calls-for-the-us-to-halt-dealings-with-putin&catid=1%3Alatest-news&Itemid=84&lang=en

³⁶ Site de l'*Hudson Institute*

http://www.hudson.org/learn/index.cfm?fuseaction=mission_statement

³⁷ Site de *Democracy and Security*

http://www.democracyandsecurity.org/doc/List_of_Participants.pdf

³⁸ Les autres membres fondateurs du parti sont Anatoli Tchoubais (homme politique ayant été l'un des acteurs majeur de la privatisation des entreprises russes sous la présidence de Boris Eltsine), Egor Gaïdar (Premier Ministre ayant mis en place la « Thérapie de choc » durant les

Frédéric William Engdahl, historien et économiste germano-américain, décrit une partie de l'histoire de Boris Nemtsov dans son article « Regime Change in the Russian Federation? Why Washington Wants 'Finito' with Putin »³⁹.

« D'après le Business Week Russia du 23 septembre 2007, Nemtsov introduisit le banquier russe Boris Brevnov à Gretchen Wilson, citoyenne états-unienne et employée de l'International Finance Corporation, une succursale de la Banque Mondiale. Wilson et Brevnov se sont mariés. Avec l'aide de Nemtsov, Wilson est parvenue à privatiser Balakhna Pulp and Paper Mill (NdT: grande entreprise de papier) au prix dérisoire de 7 millions de dollars. L'entreprise fut lessivée et ensuite vendue à la banque Swiss Investment de Wall Street, CS First Boston Bank. Les rapports financiers disent que les revenus de l'usine étaient de 250 millions de dollars.

La CS First Boston Bank paya également tous les frais de déplacement de Nemtsov au très exclusif forum économique mondial de Davos en Suisse. Quand Nemtsov devint un membre du cabinet directeur, son protégé Brevnov fut nommé président d'Unified Energy System of Russia JSC. Deux ans plus tard, en 2009, Boris Nemtsov, aujourd'hui le "monsieur anticorruption", utilisa son influence pour dégager Brevnov des accusations de détournement de fonds par milliards des biens d'Unified Energy System of Russia .

Nemtsov accepta aussi de l'argent de l'oligarque emprisonné Mikhail Khodorkovsky en 1999 quand celui-ci utilisait ses milliards pour essayer d'acheter le parlement ou la Douma. En 2004, Nemtsov rencontra l'oligarque milliardaire en exil Boris Berezovsky dans une réunion secrète avec d'autres exilés russes influents. Lorsque Nemtsov fut accusé de financer son nouveau parti politique "Pour une Russie dans la légalité et sans corruption" avec des fonds étrangers, les sénateurs américains John McCain, Joe Liberman et Mike Hammer du Conseil national de sécurité du président Obama volèrent à son secours.

Le sbire très proche de Nemtsov, Vladimir Ryzhkov de Solidarnost est aussi très lié avec les cercles suisses de Davos, il a même financé un Davos sibérien (Forum économique de Belokurikha). D'après les comptes-rendus de presse russes d'avril 2005, Ryzhkov forma un comité 2008 en 2003 pour "attirer" les fonds de Khodorkovsky emprisonné ainsi que pour solliciter des fonds des oligarques en fuite comme Boris Berezovsky et des fondations occidentales comme la Fondation Soros. Le but déclaré de la manœuvre étant de rassembler les forces "démocratiques" contre Poutine. Le 23 mai 2011, Ryzhkov, Nemtsov et plusieurs autres enregistrèrent un nouveau parti politique le Parti de la Liberté Populaire (PARNAS) de manière à pouvoir aligner un candidat président contre Poutine en 2012. »

années Eltsine) ainsi que Nikita Belykh (dirigeant du SPS de 2004 à 2008). Ce dernier est actuellement Gouverneur de l'Oblast de Kirov où il a travaillé avec Alexeï Navalny et Maria Gaïdar (fille d'Egor Gaïdar), depuis 2009, tous deux étant conseillers auprès de Nikita Belykh.

³⁹ ENGDahl Frederick William, « Regime Change in the Russian Federation? Why Washington Wants 'Finito' with Putin », *GlobalResearch*, 10 janvier 2012
<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=28571>

Les relations troubles de Boris Nemtsov ne s'arrêtent pas là. En juillet 2009, lui-même et Gary Kasparov ont rencontré personnellement Barack Obama durant sa visite au président Medvedev à Moscou. Le président américain a invité les leaders de l'opposition russe ainsi que des représentants d'ONG au Ritz Carlton Hotel de New York le 7 juillet. Avant cette rencontre, Boris Nemtsov est intervenu devant le *Council of Foreign Relations* où il a plaidé pour que le président Obama rencontre les leaders de l'opposition lors de son voyage à Moscou⁴⁰.

En septembre 2011, son ancien conseiller Vladimir Kara-Murza fut l'invité de la *NED* à Washington en tant que membre du Conseil Fédéral du mouvement *Solidarnost* afin de discuter du thème : « Élections en Russie : Sondages et Perspectives »⁴¹. Parmi les quatre autres participants étant Nadia M. Diuk de la *NED*, modérateur du débat, mais aussi et surtout Angela Stent de l'Université de Georgetown et ancienne membre du *National Intelligence Council*, un centre de réflexion sur les questions de politique étrangère s'appuyant sur les réseaux de renseignement américain et directement relié au Président des États-Unis⁴². Enfin, on retrouve David Satter de l'*Hudson Institute*, un *think tank* familier de Gary Kasparov, tous étant venu écouter les chiffres fournis par Denis Volkov de l'institut de sondage/Centre d'analyse *Levada*, financé par la *NED* à hauteur de 61,460 \$ en 2010⁴³ et décrit par celle-ci comme « l'institut de sondage considéré comme le plus indépendant de Russie⁴⁴ ».

Dernier évènement en date, le 17 janvier 2012, un mois jour pour jour après la prise de fonction du nouvel ambassadeur américain en Fédération de Russie, Michael McFaul, les médias russes ont immortalisé un moment pour le moins atypique puisque le nouvel ambassadeur fraîchement nommé par Barack Obama a rencontré de nombreuses figures de l'opposition dans l'enceinte même de l'ambassade américaine à Moscou. Parmi celles-ci Sergeï Mitrokhine, leader du parti *Yabloko*, mais également Boris Nemtsov en personne. Le procédé est plutôt étrange et pourrait choquer dans de nombreux autres pays⁴⁵.

Vladimir Ryzhkov : Dans le sillage de la NED

Au-delà d'avoir participé aux mouvements *Komitet 2008* (Comité 2008), *Drugaya Rossiya* (Autre Russie) et *Partya Narodnoy svobody* (PARNAS), Vladimir Ryzhkov possède également des liens avec la *NED*. En effet, il est

⁴⁰ « Obama Will Meet With Russian Opposition », site de *Drugaya Rossiya*, 03 juillet 2009
<http://www.theotherussia.org/2009/07/03/obama-will-meet-with-russian-opposition/>

⁴¹ Site de la *National Endowment for Democracy*
<http://www.ned.org/events/elections-in-russia-polling-and-perspectives>

⁴² Site du *National Intelligence Council*
http://www.dni.gov/nic/NIC_home.html

⁴³ Site de la *National Endowment for Democracy*
<http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/russia>

⁴⁴ Ibid 41

⁴⁵ SADOVSKAYA Yulia, « В Москве оппозиционеры получали инструкции в посольстве США? », 17 janvier 2012 : <http://www.newsland.ru/news/detail/id/868187/>

également membre du Comité de pilotage du *World Movement for Democracy*⁴⁶, lui-même créé et financé par la NED⁴⁷. Il a également participé à une conférence du *Woodrow Wilson International Center for Scholars* le 7 mars 2012 intitulée « Évaluer les implications des élections présidentielles russes ». Parmi les participants de cette conférence, on retrouve deux figures importantes de la contestation russe anti-Poutine également proches de la NED : Maria Gaïdar et Alexeï Navalny⁴⁸. Ce centre de réflexion, également situé à quelques mètres de la Maison-Blanche sur la Pennsylvania Avenue (tout comme la NED), compte parmi ses membres une certaine Hillary Clinton⁴⁹.

Drugaya Rossiya : Un rassemblement impensable

En juillet 2006, Gary Kasparov a organisé une conférence intitulée « *Drugaya Rossiya* » ([l']Autre Russie) à Moscou. L'intérêt de cette conférence était de mettre en place une coalition d'opposition politique en utilisant l'agenda politico-médiatique russe. En effet, le sommet s'est tenu la veille du G7 se déroulant à Saint-Pétersbourg. Dans la stricte continuité du Comité 2008, le but était de dénoncer les dérives autoritaires ainsi que la répression policière du système de Vladimir Poutine. Cette initiative a reçu un soutien d'envergure avec la parution d'une lettre ouverte le 18 juillet 2006 appuyant l'initiative de ladite conférence.

Parmi les 95 signataires de cette lettre ouverte, on retrouve nombre de personnalités qui était ou seront impliqués directement ou indirectement dans les relations avec les groupes politiques, ONG ou autres acteurs de la vie civile en Russie tels que l'ancien administrateur de l'*USAID* Brian Atwood, la directrice de la *Fondation Européenne pour la Démocratie* Roberta Bonazzi, Ian J. Brzezinski le fils du célèbre stratège américain (fermement antirusse) Zbigniew Brzezinski, le député européen Daniel Cohn-Bendit, le président de la NED, Carl Gershman, l'ancien ambassadeur américain en France et en Union Soviétique Arthur Hartman, l'ancien ambassadeur de l'OTAN Robert Hunter, Bruce P. Jackson, Président du *Project on Transitional Democracies*, le futur ministre des Affaires étrangères françaises Bernard Kouchner, le « philosophe » Bernard Henry-Lévy, le président de la *Foundation for the Defense of Democracies* Cliff May, Michael McFaul le futur conseiller national de la Maison Blanche pour les questions russes et eurasiennes et futur (et actuel) ambassadeur des États-Unis en Russie, Alan Mendoza le directeur exécutif de la *Henry Jackson Society* ainsi que son secrétaire exécutif James Rogers et son co-président le Dr Brendan Simms ou d'autres personnalités issues des milieux politico-diplomatiques⁵⁰.

⁴⁶ Site du *World Movement for Democracy*

<http://www.wmd.org/about/steering-committee/vladimir-ryzhkov>

⁴⁷ Site du *World Movement for Democracy*

<http://www.wmd.org/about>

⁴⁸ Site du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*

<http://www.wilsoncenter.org/event/assessing-the-implications-the-russian-presidential-election>

⁴⁹ Site du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*

<http://www.wilsoncenter.org/leadership>

⁵⁰ Site du *US Government Printing Office*

<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CREC-2006-07-13/html/CREC-2006-07-13-pt1-PgE1405-3.htm>

Cette conférence, Kasparov ne l'a pas montée tout à fait seul, il a été assisté dans son entreprise par l'ancien Premier ministre Mikhaïl Kasyanov (qui quittera la coalition un an plus tard pour cause de désaccord avec Kasparov sur la candidature à proposer en vue des élections présidentielles⁵¹) et la fondatrice du *Moscow Helsinki Watch Group* Lyudmila Alexeeva. Fait intéressant, l'organisation de Mme Alexeeva est presque entièrement financée par les fonds américains de la *Fondation Ford*, la *Fondation MacArthur*, la *National Endowment for Democracy* (qui a personnellement contribué à hauteur de 105 000 \$ pour la seule année 2010⁵²) et l'*USAID* ainsi que par la Commission européenne ⁵³. À cette occasion, des leaders de mouvances politiques controversées tels que l'écrivain politique franco-russe Édouard Limonov et Viktor Anpilov ont marqué leur adhésion au mouvement de contestation de Gary Kasparov. Le premier dirigeant un mouvement ultranationaliste, dit national-bolchévique (*Natsbol*) réputé pour entretenir des relations étroites avec les mouvements néonazis russes, le second appartenant au mouvement stalinien *Trudovaya Rossi* (Russie au travail). À cela s'ajoute la participation de Vladimir Ryzhkov, également l'un des fondateurs du *Comité 2008*. Le Parti communiste, le *SPS* de Boris Nemtsov ainsi que le parti *Yabloko* de Grigori Yavlinski n'avaient eux pas souhaité participer à cette réunion.

C'est à travers cette large coalition plus qu'hétéroclite, allant de staliniens aux libéraux en passant par des néonazis ainsi que des « droits-de-l'hommes », que Gary Kasparov et ses alliés organisent les « marches des mécontents » à partir de mars 2007 à Saint-Petersbourg. Cette nouvelle forme de manifestation sera la base des rassemblements auxquels nous avons assisté récemment à Moscou. Le cocktail y est identique, manifestants mécontents, couverture médiatique (majoritairement des médias issus des pays de l'occident) et interpellation devant les caméras.

Les héritiers de la politique de l'Oncle Samet des révolutions de couleurs

Au moment où Gary Kasparov créait l'*Obedineni Grajdanski Front* (Front Civique Uni), une autre dynamique progressait également dans le mouvement de contestation politique russe. Cette dynamique a été influée notamment par deux anciens cadres de la jeunesse du parti *Yabloko* : Ilya Yachine et Alexeï Navalny, ainsi que par une activiste du *SPS* (*Soyouz Pravykh Si*) de Boris Nemtsov :

⁵¹ KASPAROV Gary, "Kasparov on Other Russia Conference and Kasyanov Split", Site de *Durgaya Rossiya*, 04 juillet 2007

<http://www.theotherussia.org/2007/07/04/kasparov-on-other-russia-conference-and-kasyanov-split/>

⁵² Site de la *National Endowment for Democracy*

<http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/russia>

⁵³ Site du *Moscow Helsinki Watch Group*

<http://www.mhg.ru/english/190C97F>

Maria Gaïdar. Cette jeune génération a joué un rôle central, en occupant l'espace médiatique principalement, dans le processus qui a conduit aux manifestations de l'hiver 2011.

Le mouvement OBORONA : Prémices de l'occupation de la rue

Ilya Yachine a participé à la création du mouvement *Oborona* en 2005⁵⁴ avec Oleg Kozlovski. *Oborona*, un mouvement de contestation étudiant ayant pris modèle sur les *Nashi*, le mouvement de la jeunesse poutinienne a pour objectif d'organiser et de coordonner des manifestations et autres actions non violentes et médiatisées contre le gouvernement. Le mouvement porté par l'ancien leader du mouvement des jeunes moscovites de *Yabloko*, désormais responsable de la jeunesse du parti à l'échelle nationale reçoit également l'appui de *Drugaya Rossiya* au fil des années⁵⁵. Yachine est aujourd'hui un des leaders du mouvement « *Solidarnost* ».

D'après la page Wikipédia du mouvement, Ilya Yachine et 5 de ses acolytes auraient été brièvement emprisonnés en 2005 à Minsk lors d'une manifestation contre le pouvoir d'Alexandre Lukachenko. Ils auraient été rapidement relâchés afin d'éviter une crise diplomatique avec la Fédération de Russie à une période où les relations entre les deux pays se détérioraient sur fond de tensions gazières. Parmi les autres manifestants arrêtés se trouvaient également des Biélorusses et des Ukrainiens tentant d'exporter les méthodes qui avaient fonctionné quelques mois plus tôt durant la révolution orange ukrainienne.

Le mouvement DA! : création de deux jeunes activistes politiques financés par la NED

Au même moment, une autre mouvance politique jeune émerge, elle est portée par Alexeï Navalny, alors leader de la branche moscovite de *Yabloko*, et par Maria Gaïdar, Experte auprès du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*⁵⁶, tout comme Hillary Clinton. Ils forment ensemble de mouvement *DA! Demokratitshesaya Alternativa* (OUI! – Alternative Démocratique) en 2005⁵⁷.

Ce projet monté par les deux jeunes activistes reçoit en 2007 une bourse de 43,716 \$ de la *NED*, il est décrit par celle-ci comme un projet ayant pour but « d'organiser une série de débats entre hommes politiques, journalistes et figures de la société civile et culturelle couvrant un large champ de sujets, en particulier

⁵⁴ « Ilya Yashin », *Oslo Freedom Forum*

<http://www.oslofreedomforum.com/speakers/Ilya-Yashin.html>

⁵⁵ "Russian Opposition Sums Up 2008", Site de *Drugaya Rossiya*

<http://www.theotherrussia.org/2008/12/30/russian-opposition-sums-up-2008/>

⁵⁶ Site du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*

<http://www.wilsoncenter.org/staff/maria-gaidar>

⁵⁷ « Alexeï Navalny », *The Moscow Time*

http://www.themoscowtimes.com/mt_profile/alexei Navalny/433932.html

ceux liés aux jeunes »⁵⁸. Ce projet et son financement américain ont été mis en place par Navalny et Gaïdar entre 2006 et 2007 comme le prouvent les courriels échangés entre Alexeï Navalny et Franck Conaster, Administrateur des bourses de la *NED* pour l'Eurasie⁵⁹. Ces courriels ont été reconnus par Alexeï Navalny lui-même comme étant les siens sur son blog⁶⁰.

Alexei Navalny, nouvelle coqueluche des médias occidentaux, « blogueur anticorruption », « héros de la blogosphère » ou encore « Robin des bois russes » pour certains n'est pourtant pas qu'un simple blogueur. Lui qui s'emploie à qualifier le parti présidentiel de « parti des voleurs et des escrocs » (*Partia vorov i julikov*) à chaque fois qu'il prononce les mots « Edinaya Rossiya » (Russie Unie) n'est pas un homme tout à fait ordinaire. Ses méthodes neurolinguistiques ne sont peut-être pas non plus tout à fait le fruit du hasard.

En 2010, Navalny a eu le privilège d'intégrer le *Yale World Fellows Programme*⁶¹. Cette idée lui a été donnée par Maria Gaidar elle-même⁶², Gary Kasparov étant personnellement intervenu pour le recommander auprès de l'université américaine. Avec l'argent notamment récolté par la *NED*, Navalny a été en mesure d'acheter des actions minoritaires dans de nombreuses sociétés russes parmi lesquelles Surgutneftegaz, Transneft, Rosneft, Gazprom Neft, TNK-BP, Sberbank et VTB⁶³. Ces parts lui permettent d'avoir accès à des documents qu'il utilise notamment sur son blog afin de « lutter contre la corruption », mais cela lui rapporte également des bénéfices financiers, comme à chaque actionnaire. Alexeï Navalny a également participé à une étude de l'Université d'Harvard intitulée « Mapping the Russian Blogosphere »⁶⁴, dont les résultats furent présentés en octobre 2010 à l'*USIP* (United States Institute of Peace), un centre de réflexion sur la gestion des conflits créé et financé par le Congrès américain⁶⁵. Parmi les contributeurs de cette étude⁶⁶, on retrouve Angela Stent⁶⁷ (voir page 15).

⁵⁸ Site de la *National Endowment for Democracy*

<http://www.ned.org/publications/annual-reports/2007-annual-report/eurasia/description-of-2007-grants/russia>

⁵⁹ Une partie des mails hackés d'Alexeï Navalny est disponible ici (en russe) :

<http://alansalbiev.livejournal.com/28124.html>

Afin de télécharger l'intégralité des mails :

<http://torquemada.bloground.ru/?p=12926>

⁶⁰ Blog d'Alexeï Navalny

<http://navalny.livejournal.com/635635.html>

⁶¹ Site de l'Université de *Yale*

<http://www.yale.edu/worldfellows/fellows/navalny.html>

⁶² Blog d'Alexeï Navalny

<http://navalny.livejournal.com/453781.html>

⁶³ Ibid 57

⁶⁴ Site de l'*USIP*

http://www.usip.org/files/resources/PB72-Mapping_the_Russian_Blogosphere_0.pdf

⁶⁵ Site de l'*USIP*

<http://www.usip.org/about-us/about-us>

⁶⁶ Site de l'Université d'*Harvard*

<http://cyber.law.harvard.edu/events/2010/10/russiaDC>

⁶⁷ Ibid 41

Lorsque l'ambassadeur américain Michael McFaul déclare au sujet des financements américains d'Alexeï Navalny : « C'est du délire ! Navalny c'est Navalny, il ne touche pas d'argent de nous, nous ne le soutenons pas »⁶⁸ son affirmation paraît peut être un peu trop catégorique.

De plus, alors que de nombreux articles de presse nous ont présenté la participation de Navalny et de Yachine aux dernières manifestations comme n'ayant pas de lien (ils ne le mentionnent jamais tout du moins), les mails échangés entre eux en 2006, la création du mouvement « *Ya Svobodin* » (Je suis libre) en 2005, ainsi que les places respectives qu'ils ont occupées au sein de *Yabloko* attestent d'une bonne connaissance entre les deux hommes. « *Ya Svobodin* », série de rassemblements mêlant meetings, présence de journalistes, de politiques et de concerts, a été organisé et financé par « *DA!* » et « *Oborona* »⁶⁹. Le but étant d'attirer un maximum de personnes, et notamment des jeunes, piliers sur lesquels le mouvement de contestation anti-Poutine souhaitait s'appuyer afin de déstabiliser le gouvernement russe.

Le rassemblement de l'opposition « hors système » en un bloc

Le mouvement « *Solidarnost* »

En 2008, on assiste à une conférence à Saint-Pétersbourg intitulée « *Novaya Povestka Dnya Demokratitsheskovo Dvijeniya Rossi* » (Nouvel Ordre du Jour pour le Mouvement Démocratique Russe) qui accouche lui-même d'un nouveau mouvement politique intitulé « *Solidarnost* »⁷⁰ (Solidarité), tout comme s'était formé *Drugaya Rossiya* quelques années auparavant. Parmi les leaders du nouveau mouvement, on retrouve alors Gary Kasparov, Boris Nemtsov, Vladimir Kara-Murza et Ilya Yashine⁷¹. Le but de cette nouvelle organisation qui englobe *Drugaya Rossiya* est d'ouvrir le parti de contestation à des figures politiques qui étaient absentes de l'entourage de Kasparov, notamment Nemtsov, Kara-Murza; Yachine et le parti *Yabloko* de Sergeï Mitrokhine et Grigori Yavlinski. Cette ouverture à d'autres foyers de contestation politique vient grossir le nombre d'adhérents ainsi que la légitimité du mouvement de contestation.

Mais ce mouvement n'étant pas en soi un parti politique ni une structure faite pour occuper la rue, la création de deux nouvelles entités vient finaliser ce processus d'accapuration de la contestation politique dans un rassemblement qui

⁶⁸ LE BRECH Catherine, « Alexeï Navalny, opposant blogueur nationaliste et anticorruption », *FranceTV*, 28 février 2012

<http://www.francetv.fr/geopolis/alexei-navalny-opposant-blogueur-nationaliste-et-anticorruption-3023>

⁶⁹ Archives du site de *Ya Svobodin*

http://web.archive.org/web/20070513205240/http://www.yasvoboden.ru/index.php?s=content&p=09_10_2005_Results

⁷⁰ Site de *Solidarnost*

<http://www.rusolidarnost.ru/istoriya>

⁷¹ Site de *Solidarnost*

<http://www.rusolidarnost.ru/leaders>

semble mené par Gary Kasparov.

Le mouvement « *Strategya 31* »

Tout d'abord, en 2009, la naissance du mouvement *Strategya 31* (Stratégie 31) qui rassemble autour de lui Ilya Yachine, Gary Kasparov, Maria Gaïdar, Konstantin Kozyakin (du *Levy Front* – Front de Gauche mené par Sergeï Udlatsov), Lyudmila Alexeeva et Édouard Limonov. Défilant tous les 31 de chaque mois comportant 31 jours, le mouvement justifie son action symbolique de manifestations non autorisées au but de défendre l'article 31 de la constitution russe garantissant la liberté de rassemblement. Il s'agit aussi d'un moyen de convier les médias pour faire monter la popularité de l'opposition, principalement à l'étranger paradoxalement. En ce sens, il reprend le principe des « Marches des mécontents » mis en place par Gary Kasparov en 2007 et continue d'occuper la rue et l'espace médiatique.

Le Parti pour la Liberté des Peuples (PARNAS)

Le 13 décembre 2010, Boris Nemtsov, Vladimir Ryzhkov et Mikhaïl Kasyanov⁷² décident de créer, avec Vladimir Milov, le Parti pour la liberté des peuples (*Partya Narodnoy Svobody*) également connu sous l'acronyme PARNAS. La ligne du nouveau parti est celle qui définira le slogan de la contestation : la lutte contre la corruption⁷³, à l'image d'Alexeï Navalny. Gary Kasparov n'a pas souhaité rejoindre ce nouveau parti. Sa différence vis-à-vis de *Solidarnost* et *Strategya 31* tient au fait que ces deux dernières sont des mouvements politiques et non pas des partis, elles ne peuvent donc se présenter aux élections. Avec le PARNAS, Nemtsov, Ryzhkov, Kasyanov et Milov (tous anciens députés ou ministres mis à part Milov) souhaitent obtenir des sièges à la Douma et ne pas se contenter d'une opposition hors système. En ce sens, cela peut sembler affaiblir le mouvement de Gary Kasparov qui mise sur une révolte populaire, un mouvement plus révolutionnaire que réformiste.

Cependant, l'activisme médiatique de Kasyanov, Nemtsov et Ryzhkov durant les manifestations de l'hiver 2011, tend à prouver le contraire. *Strategya 31* et le *PARNAS* apparaissent comme des forces mobilisées dans la rue et dans les médias pour dénoncer violemment la gouvernance de Vladimir Poutine, le tout étant coordonné et renforcé autour de *Solidarnost*.

⁷² Site du *PARNAS*

http://svobodanaroda.org/co_chairs/

⁷³ Site du *PARNAS*

http://svobodanaroda.org/about/docs/party_program.php

Conclusion

À la lumière de ce que nous avons relevé, nous pouvons identifier trois points qui rassemblent ce qui est généralement présenté dans la presse comme l'opposition russe. Les trois piliers autour desquels se rassemble la mosaïque de mouvements de contestations depuis les élections législatives sont :

- Le parti *Yabloko*, qui a su former une nouvelle vague de jeunes politiques russes utilisant des méthodes pouvant déstabiliser le gouvernement russe.
- Gary Kasparov, et sa capacité à organiser et rassembler autour de lui, à lever des fonds, à médiatiser ses actions et à obtenir des soutiens extérieurs.
- La NED, et sa capacité à préparer, recruter, financer et mettre en place une stratégie de développement d'une opposition disparate et désunie. Sa capacité à s'appuyer sur des acteurs de la société civile qu'elle a parfois créés elle-même et de les utiliser dans des buts divers.

Ces trois forces se rencontrent autour d'un objectif : chasser Vladimir Poutine du pouvoir, non pas par les urnes, mais par la rue. Non pas par les urnes, car le président jouit encore, malgré les fraudes avérées ou non, d'une cote de popularité qu'aucun candidat, voire qu'aucune alliance de candidats ne saurait dépasser, encore moins égaler. Ainsi, si le mouvement souhaitant le renversement de l'emprise politique du parti présidentiel ne peut passer par la voie de la conviction politique des citoyens russes, elle doit utiliser les moyens plus subversifs, émotionnels et médiatiques comme la neurolinguistique, le contrôle et la contestation des processus démocratiques par des ONG largement financées par les États-Unis⁷⁴ et la révolte par le bas.

Cette méthode, comme nous l'avons vu, n'est pas une première, il ne s'agit pas d'une expérimentation. Si le terme de révolution de couleur n'est pas encore passé dans le lexique de l'historien, il convient de ne pas ignorer les manipulations politiques prenant la forme d'ingérence dans l'espace postsoviétique depuis le début du 21^e siècle. Au cœur d'une lutte d'influence pour la conquête du pouvoir en Russie, ce rapport de force peut augurer d'un climat politique de plus en plus tendu les prochains mois. Toutefois, cela dépend crucialement de la capacité des groupes politiques russes de mobiliser les foules sur place, ce qui s'avère déjà suffisamment difficile à Moscou. D'ores et déjà, l'opposition doit se trouver un nouveau souffle, et muter en un mouvement appelé à passer par les urnes.

⁷⁴ Cette stratégie est largement décrite dans la publication de l'*US Department of State*, « Supporting Human Rights and Democracy », The US Record 2006 <http://www.state.gov/documents/organization/80699.pdf>

III. LES MANŒUVRES AMÉRICAINES CONTRE LA RUSSIE ET LA MÉCONNAISSANCE DU JOURNALISME FRANÇAIS

Sachant que les dirigeants américains reconnaissent financer des ONG prenant part aux mouvements de contestation en Russie et dans les pays voisins⁷⁵ ; que ce soutien n'est qu'une partie d'une stratégie connue de tous depuis la guerre froide, stratégie systématique d'ingérence dans les affaires intérieures de régimes entravant la marche des États-Unis⁷⁶⁷⁷; que même si ces éléments étaient inconnus ou masqués, une investigation journalistique sommaire sur Internet permettrait aisément de mettre à jour certaines logiques, même sans maîtriser la langue russe. En ayant connaissance de ce qui précède, l'on ne peut qu'être étonné de la propension des journalistes occidentaux à :

- ne relayer que les informations et les témoignages de l'opposition, sans trop s'encombrer de la vérification de leur crédibilité⁷⁸⁷⁹ ;
- à présenter cette opposition comme un bloc, alors que quatre candidats d'opposition étaient en lice et que les manifestations rassemblaient des groupes allant des néonazis aux LGTB (lesbiens, gays, trans- et bisexuels).
- à accorder trop de crédit aux témoignages et informations émanant de personnalités et de groupes de l'opposition, nécessairement partisans d'autant que l'utilisation des médias comme caisse de résonance fait partie de leurs modes d'action.
- à exagérer le nombre de fraudes sur la base de chiffres fournis par des opposants soi-disant indépendants, tout en les limitant au seul parti en place alors qu'elles concernent tous les partis⁸⁰;

⁷⁵ Site de la NED

<http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/russia>

⁷⁶ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard, American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, 1997

⁷⁷ SHARP Gene, *The Politics of non-violent action*, Boston, Extended horizons books, 1980.
et

SHARP Gene, *From Dictatorship to Democracy, A Conceptual Framework for Liberation*, The Albert Einstein Institution, 1993

⁷⁸ LOUIS Cyrille, « A Moscou, les opposants oscillent entre révolte et résignation », *Le Figaro*, version papier du 06 mars 2012, 40 000 manifestants estimés lorsque l'opposition n'en revendique que 20 000.

⁷⁹ Journal de 8 heures de *France Culture* du 05/03/2012/

http://www.agoravox.tv/actualites/international/article/radio-en_pire-5-mars-2012-la-34145.

⁸⁰ Notamment en s'appuyant sur la carte des fraudes de *GOLOS* et *Forbes*
<http://www.kartanarusheniy.org/>

- à remettre en cause la légitimité d'un président élu démocratiquement au premier tour avec plus de 63 % des voix, et plus de 50 selon les estimations les plus pessimistes ⁸¹;
- à assimiler le peuple russe à une centaine de manifestants urbains dans un pays comptant 140 millions d'âmes ;
- à déplorer l'absence de liberté d'expression en Russie, malgré un réseau Internet très développé et en forte hausse, et l'existence de grands journaux d'opposition.
- à relayer des vidéos ou des images censées affaiblir l'image des dirigeants russes sans plus d'informations, ou en ignorant la provenance, aboutissant à des erreurs
- à transformer des patronymes, à réaliser des traductions trompeuses, voire à confondre des personnes ⁸²;
- à ne jamais relativiser la répression des manifestations par le gouvernement, menée dans un cadre légal pourtant bien moins contraignant que ceux en vigueur en France, par exemple, ou aux États-Unis^{83 84};
- rejoignant le point précédent, et plus largement, à ne jamais reconnaître les failles des pays occidentaux dénoncés en Russie (quid de la répression brutale du mouvement Occupy Wall Street ? quid de l'élection de George Bush en Floride en 2000 ?)
- à faire porter la responsabilité de la tension entre les deux pays sur les épaules des seuls Russes, alors que les Américains ont une part si ce n'est plus grande, au moins égale, qui mériterait d'être développée, ou au moins mentionnée.
- à appliquer un tel traitement à ces élections sans en avoir fait de même pour d'autres, au moins aussi litigieuses, telles que les élections

⁸¹ Selon les chiffres mêmes de GOLOS, Vladimir Poutine remporte l'élection dès le premier tour avec 50,26% des voix, et avec 53% selon la ligue des électeurs.

<http://www.ladepeche.fr/article/2012/03/06/1300189-russie-la-presidentielle-est-une-insulte-pour-la-societe-selon-des-observateurs.html>

⁸² AVRIL Pierre, « Les rivaux de Poutine font grise mine », Le Figaro, version papier du 14 février 2012

AVRIL Pierre, « L'ambassadeur américain John Peyrle, parfait diplomate », Blog figaro Echos de Russie, 10 janvier 2012

<http://blog.lefigaro.fr/russie/2012/01/lambassadeur-americain-parfait.html>

⁸³ Afin de voir le contexte des interventions policière dans le cadre de la manifestation :

http://www.youtube.com/watch?v=tJx_0AFWYQQ&feature=related

⁸⁴ « Amendes pour les manifestations non –autorisées dans quelques pays du monde », RIA Novosti,

<http://ria.ru/infografika/20120514/649055791.html>

algériennes de mai 2012, américaines de 2000 ou géorgiennes de 2004 pour n'en citer qu'une infime partie.

Indéniablement, le sujet russe est complexe, à commencer par sa langue et son alphabet susceptible de décourager plus d'un analyste. Beaucoup ont échoué à comprendre l'âme russe et l'on ne saurait reprocher à des journalistes d'échouer à réaliser ce que des spécialistes ne parviennent à faire. Néanmoins, les récits journalistiques de la réalité russe manquent souvent des pans entiers de celle-ci, ou ne l'approfondissent pas suffisamment pour obtenir un rendu objectif.

Cet état de fait soulève plusieurs questions, auxquelles, on l'espère, les spécialistes de la fonction journalistique et ses protagonistes viendront apporter leurs réponses – tant l'absence de profondeur des réflexions sur les événements à l'Est nuit à la qualité de l'information.

Le journalisme moderne, soumis aux règles de l'immédiateté, n'est-il plus capable d'effectuer un travail assez long sur des événements étrangers ? L'on conçoit fort bien qu'une chaîne d'information soit obligée de fournir de l'information rapidement et avec assez peu de détails du fait de la concurrence (des dépêches d'agence de presse par exemple). Ces agences de presse répondent elles-mêmes à cette logique. Mais chaînes comme agences n'ont elles pas ensuite le temps de mieux cerner l'information, de la compléter, pour fournir un tableau fidèle de la réalité d'un événement.

Il est plus difficile de comprendre comment des envoyés spéciaux, qui devraient en théorie se consacrer pleinement à leur objet d'étude, à sa politique, à sa société, à sa géopolitique,.. il est difficile de comprendre pourquoi ceux-ci n'éprouvent pas le besoin de pondérer leurs propos quand il s'agit de la Russie. Et a fortiori quand il s'agit d'envoyés spéciaux permanents.

En outre, la quasi-unanimité du journalisme français sur les élections russes (et au-delà sur la critique des dirigeants de la fédération) surprend. Et la reprise en boucle de dépêches ne suffit pas à expliquer ce fait. À l'exception de journaux à la marge (certains partisans, d'autres aussi objectifs qu'il nous est permis de l'attendre d'une presse indépendante et objective), majoritaires sont les titres remettant systématiquement en cause la probité des instances dirigeantes et faisant caisse de résonance à une « opposition », dont nous avons montré qu'elle était à analyser avec beaucoup de précautions. Précautions totalement absentes dans les rédactions, force est de le constater.

Nous ne cherchons pas ici à remettre en cause l'indépendance de la presse hexagonale. Peut-être que des décennies d'hégémonie culturelle américaine et de soft power ont-elles fini par avoir raison de sa conscience professionnelle ? Ne portons pas un constat hémiplogique à notre tour, nos journalistes savent s'ériger contre certaines menées internationales américaines. Que l'on songe seulement à l'Irak. Alors, ce soutien automatique ne fonctionnerait que pour la politique étrangère américaine entendue comme défense des droits de l'homme et de la démocratie, cause universelle s'il en est.

À moins qu'il ne s'agisse simplement de fautes professionnelles et leur nombre élevé devrait alors se traduire par quelques sanctions ou rectificatifs, dont nous cherchons encore la trace.

Pour trancher, il faudrait finalement interroger les principaux intéressés, faute d'appartenir nous-mêmes à ces rédactions qui tronquent ou transforment l'information, mal-informant ou désinformant le public. Risquons-nous à espérer que la présente étude permettra de faire avancer la réflexion sur ces questions et à réconcilier les réalités russes avec les journalistes français et européens, sans que nous autres, lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, Internaute, ne pourrions être informés.